

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

BRÈVES

AFRIQUE DU SUD : EXCUSES DU MINISTRE DE LA POLICE APRÈS LES PROPOS "BLASPHEMATOIRES"

Le ministre sud-africain de la Police, Bheki Cele, a présenté hier des excuses publiques auprès de la communauté musulmane à la suite de propos "blasphématoires" tenus par un policier à l'encontre de fidèles musulmans interpellés pour infraction aux règles du confinement. Dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux et authentifiée par la police, on voit des membres des forces de sécurité entrer dans une pièce où prient une vingtaine de personnes, contraintes alors de se mettre à terre.

NIGERIA : PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE À LAGOS

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, capitale économique du Nigeria, a imposé le port du masque pour lutter contre le coronavirus, a indiqué hier son porte-parole. "Le gouverneur Babajide Sanwo-Olu a proclamé samedi le port du masque obligatoire dans l'Etat" de la mégapole de 20 millions d'habitants, a déclaré le porte-parole, Gboyega Akosile. Lagos, l'Etat voisin d'Ogun et la capitale fédérale Abuja sont placés depuis fin mars sous confinement total afin d'enrayer la propagation du virus qui a officiellement fait à ce jour 35 morts pour 1 182 cas confirmés au Nigeria, dont 19 morts pour 689 cas à Lagos.

BISSAU : PREMIER DÉCÈS DE COVID-19

Un premier décès lié au nouveau coronavirus a été enregistré hier en Guinée-Bissau, où le président a reconduit pour deux semaines l'état d'urgence décrété fin mars. "Nous venons d'enregistrer un premier cas de décès", a déclaré le porte-parole de la commission interministérielle de lutte contre le Covid-19, le docteur Tumani Balde, sans fournir plus de précisions.

Grande-Bretagne : face à la pression, le gouvernement temporise !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

FACE à l'impatience des Britanniques de voir, à l'instar des autres pays européens, un plan de déconfinement, le gouvernement a temporisé hier. Ce, avant la reprise du service aujourd'hui de leur chef Boris Johnson.

Selon Dominic Raab, le ministre des Affaires étrangères, qui assurait les affaires courantes pendant l'hospitalisation du Premier ministre, le pays se trouve à une "étape délicate et dangereuse" de la crise, estimant qu'il ne "serait pas responsable de commencer à spéculer sur les mesures individuelles" qui seront prises pour la suite.

Le gouvernement a néanmoins annoncé qu'il prévoit, quand le nombre des cas de contamination aura nettement reculé, de déployer une application pour retracer les contacts des personnes malades ou présentant des symptômes, afin d'éviter un deuxième pic.

Avec plus de 20 000 décès enregistrés dans les hôpitaux, le Royaume-Uni se trouve parmi les pays les plus sévèrement touchés en Europe. Le bilan s'annonce encore plus lourd avec les décès dans les maisons de retraite, qui se comptabilisent par milliers selon les acteurs du secteur.

Quant aux conséquences pour l'économie, la Banque d'Angleterre a averti jeudi que le pays aurait à affronter la pire récession "depuis plusieurs siècles". Martelant quotidiennement qu'il prend ses décisions sur la base des conseils des spécialistes, l'exécutif a vu jaillir samedi une polémique autour de la présence de Dominic Cummings, un conseiller controversé souvent dépeint comme le mauvais génie de Boris Johnson, à plusieurs réunions du comité scientifique chargé de conseiller le gouvernement.

Si Downing Street, étrillant au passage les médias, a souligné que les conseillers politiques n'ont "aucun rôle" actif au sein de ce comité, l'opposition tra-



Le gouvernement tente de calmer le jeu.

vailliste juge que cette affaire vient mettre à mal la confiance des Britanniques dans l'indépendance de cet organisme. D'ailleurs, le chef du gouvernement, le chef de l'opposition Keir Starmer (travailliste), s'est dit "impatient" de s'entretenir avec Boris Johnson. Il lui a adressé

une lettre dans laquelle il réitére ses critiques. A en croire le successeur de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste britannique (Labour), des "erreurs" ont été commises et le gouvernement a été "trop lent", que ce soit sur le confinement, le dépistage ou les équipements de protection

dont manquent cruellement les soignants mais aussi les maisons de retraite.

A noter qu'à l'instar de plusieurs pays européens, certaines nations du Royaume-Uni, l'Écosse en tête, ont commencé à lever le voile sur leur stratégie de sortie du confinement.

Johnson reprend du service aujourd'hui

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

LE chef du gouvernement conservateur, Boris Johnson, âgé de 55 ans, devrait normalement retrouver ses bureaux aujourd'hui. Un retour après avoir passé sa convalescence à Chequers, la résidence de campagne des Premiers ministres britanniques, pendant que son équipe essayait les critiques sur sa gestion d'une crise qui s'annonce encore longue. "En bonne forme", Boris Johnson a "hâte de reprendre les rênes lundi (aujourd'hui)", a souligné le ministre des Affaires étrangères Dominic Raab, qui l'a remplacé pendant son absence.

Signes annonciateurs d'un retour aux affaires, Boris Johnson s'est entretenu par téléphone, au cours de la semaine écoulée, avec

le président américain Donald Trump et la reine Elisabeth II. "Il avait l'air incroyable", a relaté jeudi Donald Trump. "Energie phénoménale. Dynamisme phénoménal".

Durant son hospitalisation, le leader conservateur a passé trois jours en soins intensifs. Boris Johnson a affirmé que les choses "auraient très bien pu basculer", saluant le personnel du service public de santé britannique, le NHS, auquel il "doit la vie".

Entre appels à remettre en route la machine économique le plus rapidement possible et prudence contre un relâchement qui viendrait anéantir le bénéfice des sacrifices jusqu'ici consentis, les attentes sont fortes pour que Boris Johnson détaille ses projets pour le pays, où le confinement instauré le 23 mars reste en vigueur au moins jusqu'au 7 mai.



Boris Johnson, un retour très attendu.

En tout cas, ce ne sera pas un retour facile pour le locataire de Downing Street.